

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 66 AE. IMS. du 16 février 1993
fixant les conditions d'entrée des étrangers en Côte d'Ivoire
pour un séjour de moins de quatre-vingt-dix jours.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ;

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ,

Vu la Constitution de la République de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n° 90-437 du 29 mai 1990 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 91-755 du 14 novembre 1991 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 91-806 du 11 décembre 1991 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 92-287 du 2 avril 1992 portant organisation du ministère de la Sécurité ;

Vu le décret n° 91-58 du 20 février 1991 portant organisation du ministère des Affaires étrangères ;

Vu la circulaire AE. 61 du 22 novembre 1961 portant instructions sur la circulation des étrangers en Côte d'Ivoire,

ARRETERENT :

Article premier. — Pour être autorisé à séjourner en Côte d'Ivoire pendant une période de quatre-vingt-dix jours, tout étranger doit être muni d'un passeport national, d'un laissez-passer ou d'un titre de voyage en cours de validité, et sur lequel a été apposé au préalable un visa d'entrée, à moins qu'il n'en soit dispensé dans les conditions visées à l'article 3 ci-après.

Art. 2. — Les visas d'entrée en Côte d'Ivoire sont délivrés par le ministère chargé de la Sécurité et par les représentations diplomatiques et consulaires de Côte d'Ivoire à l'étranger dans les conditions définies à l'article 3 ci-après.

Art. 3. — Les nationaux des pays ci-dessous peuvent effectuer des séjours en Côte d'Ivoire pour une durée n'excédant pas quatre-vingt-dix jours dans les conditions suivantes :

Groupe A : Les nationaux des pays ci-après, détenteurs d'un passeport diplomatique, de service ou officiel en cours de validité ne sont pas soumis à l'obligation de visa :

Autriche, Belgique, Brésil, Israël, Luxembourg, Maroc, Pays-Bas, Roumanie, Suisse, Vatican, France, Tunisie, Zaïre.

Groupe B : Les nationaux des pays ci-après, détenteurs de passeports ordinaires en cours de validité ne sont pas soumis à l'obligation de visa :

Groupe B1 : Pays membres de la CEDEAO	Groupe B2 : Autres pays
Bénin	République fédérale d'Allemagne
Burkina-Faso	Andorre
Cap-Vert	Centrafrique
Gambie	Congo
Ghana	Danemark
Guinée	Finlande

Groupe B1 : Pays membres de la CEDEAO	Groupe B2 : Autres pays
Guinée-Bissau	Etats-Unis d'Amérique
Libéria	Irlande
Mali	Italie
Mauritanie	Maroc
Niger	Monaco
Sénégal	Norvège
Sierra-Léone	Royaume Uni de Grande-Bretagne
Togo	Seychelles (Iles)
	Suède
	Tchad
	Tunisie
	Vatican
	République Sud Africaine

Groupe C : Les nationaux des pays ci-après, munis d'un passeport ordinaire en cours de validité, sont soumis au visa d'entrée délivré par les représentations diplomatiques et consulaires de la Côte d'Ivoire à l'étranger sans consultation préalable :

Anguilla ;	Grèce ;
Antigua ;	Grenada ;
Arabie-Saoudite ;	Guatemala ;
Argentine ;	Haïti ;
Arménie ;	Honduras ;
Australie ;	Inde ;
Autriche ;	Islande ;
Azerbaïdjan ;	Israël ;
Bahamas ;	Jamaïque ;
Barbade ;	Japon ;
Belarus ;	Kazakhstan ;
Belgique ;	Kénya ;
Belizé ;	Kiribati ;
Bermudes ;	Kirghistan ;
Bhoutan ;	Koweït ;
Botswana ;	Lesotho ;
Brésil ;	Lettonie ;
Brunei ;	Liechtenstein ;
Bulgarie ;	Lituanie ;
Burundi ;	Luxembourg ;
Caiman (Iles) ;	Macao ;
Cameroun ;	Madagascar ;
Canada ;	Malaisie ;
Chypre ;	Malawi ;
Comores (Iles) ;	Maldives ;
Corée du Sud ;	Malte ;
Costa Rica ;	Maurice (Ile) ;
Dominique ;	Mexique ;
Dominicaine (République) ;	Moldova ;
Equateur ;	Mozambique ;
Emirats Arabes Unis ;	Mongolie Extérieure ;
Espagne ;	Namibie ;
Estonie ;	Nauru ;
Ethiopie ;	Népal ;
Fidji ;	Nouvelle Zelande ;
France ;	Oman ;
Gabon ;	Ouganda ;
Georgie ;	Ouzbekistan ;

Panama ;	Suisse ;
Papouasie ;	Suriname ;
Paraguay ;	Swaziland ;
Pays-Bas ;	Tadjikistan ;
Pérou ;	Taiwan ;
Porto-Rico ;	Tanzanie ;
Portugal ;	Tonga ;
Qatar ;	Trinité et Tobago ;
Roumanie ;	Turkmenistan ;
Russie ;	Turquie ;
Saint-Kitts et Nevis ;	Tuvalu ;
Sainte-Lucie ;	Ukraine ;
Saint-Marin ;	Uruguay ;
Saint-Vincent ;	Vanuatu ;
Salomon (Iles) ;	Vénézuéla ;
Salvador ;	Yougoslavie ;
Samoa Occidentale ;	Zaïre ;
Sao-Tomé et Príncipe ;	Zambie ;
Somalie ;	Zimbabwe.

Groupe D : Les nationaux des pays ci-après, les apatrides ou les réfugiés selon les Conventions de Genève et de New-York, munis d'un passeport ou d'un titre de voyage en cours de validité sont soumis au visa d'entrée délivré par les représentations diplomatiques et consulaires de Côte d'Ivoire à l'étranger, après consultation du ministère des Affaires étrangères et autorisation préalable du ministère chargé de la Sécurité :

Afghanistan ;	Corée du Nord ;	Pakistan ;
Albanie ;	Cuba ;	Philippines ;
Algérie ;	Egypte ;	Singapour ;
Angola ;	Irak ;	Soudan ;
Bangladesh ;	Iran ;	Sri-Lanka ;
Birmanie ;	Indonésie ;	Syrie ;
Bolivie ;	Jordanie ;	Thaïlande ;
Cambodge ;	Laos ;	Viêt-Nam ;
Chili ;	Liban ;	Yémen (Re. Ar. Du.) ;
Chine ;	Libye ;	Yémen (Re. Dem. Sud).
Colombie ;	Nicaragua ;	

Art. 4. — Dans les mêmes conditions d'entrée, les membres d'équipage des navires de commerce détenteurs du livret de marin, sont dispensés de l'obligation du visa pour circuler à l'intérieur des limites territoriales de la zone portuaire.

Les membres d'équipage des aéronefs, détenteurs de la licence de pilote ou du certificat de membre d'équipage sont également dispensés du visa d'entrée pour circuler dans l'enceinte de l'aéroport et dans les communes limitrophes.

Art. 5. — Le présent arrêté qui ne s'applique qu'aux conditions de séjour de moins de quatre-vingt-dix jours en Côte d'Ivoire, ne fait pas obstacle aux mesures dérogatoires prévues par les conventions ou les règlements.

Pour les séjours de plus de quatre-vingt-dix jours, les étrangers doivent se conformer aux dispositions légales et réglementaires particulières relatives en Côte d'Ivoire à l'immigration et au séjour des étrangers, à la législation du Travail, au droit d'établissement et aux règlements sanitaires et fiscaux.

Art. 6. — Le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur pour compter de ce jour et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 16 février 1993.

Le ministre de la Sécurité,
Lassana PALENFO.

Le ministre des Affaires
étrangères,
Amara ESSY.

MINISTERE DE LA JUSTICE

DECRETS DE NATURALISATION

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Vu la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972 portant Code de la Nationalité ivoirienne, notamment en ses articles 25 à 33 ;

Vu le décret n° 61-425 du 29 décembre 1961 portant application du Code de la Nationalité ;

Vu les demandes de naturalisation présentées par les intéressés ;

Vu les enquêtes effectuées et les avis émis,

DECRET n° 93-74 du 21 janvier 1993. — Jacquelin Luc Robert Charles, né le 28 juin 1966 au Plateau (Abidjan), fils de Jacquelin Michel Jean et de Bernard Léone Paule, résidant à Abidjan, est naturalisé ivoirien.

Il est relevé des incapacités prévues à l'article 43 de la loi n° 61 - 415 du 14 décembre 1961.

DECRET n° 93-79 du 25 janvier 1993. — Bisarah Joseph, né le 11 octobre 1954 à Dakar (Sénégal), fils de Raid Bisarah et de Eugénie Haddad, résidant à Toumodi, est naturalisé ivoirien.

Les effets de la naturalisation sont étendus de plein droit aux enfants mineurs ci-après :

— Bisarah Andrawiss Georges, né le 28 novembre 1981 à Cocody (Abidjan) ;

— Bisarah Philippe Roger, né le 11 août 1983 à Cocody (Abidjan) ;

— Bisarah Vanessa Nathanaëlle, née le 14 septembre 1986 à Cocody (Abidjan).

DECRET n° 93-80 du 25 janvier 1993. — Kéita Kamba, née le 11 août 1945 à Ségou (Mali), fille de Lamine Kéita et de Kani Sidibé, résidant à Bouaké, est naturalisée ivoirienne.

DECRET n° 93-81 du 25 janvier 1993. — Kaba Hamed, né le 27 avril 1959 à Treichville (Abidjan), fils de Lamine Kaba et de Mariam Kaba, résidant à Abidjan, est naturalisé ivoirien.